

Ajournement d'été

● (1600)

[Traduction]

M. l'Orateur adjoint: La présidence s'est inquiétée de la substance de l'amendement et je réserve ma décision à ce sujet. Entre-temps, nous entendrons les orateurs qui veulent participer au débat.

L'hon. Bryce Mackasey (Lincoln): Monsieur l'Orateur, j'ai entendu les participants à ce débat sur un sujet que je juge d'une extrême importance, débat qui a en fait commencé vendredi, qui se poursuit aujourd'hui et qui pourrait bien continuer pendant une bonne partie de la semaine. Je n'ai pu m'empêcher de comparer la contribution du très hon. leader de l'opposition (M. Clark) à celle du chef du parti socialiste. Bien que je n'ai pas souscrit à tous les propos du leader de l'opposition, j'ai été touché et impressionné par la finesse avec laquelle il a abordé ce problème. Il a parlé avec éloquence de l'accueil qui lui a été réservé au Québec pendant la période référendaire. J'ai moi-même été ravi de cet accueil, ne serait-ce qu'à cause de la détermination et du talent avec lesquels il a réussi à maîtriser l'autre langue officielle du pays. Ce n'est un secret pour personne que le leader de l'opposition est le bienvenu dans n'importe quelle circonscription de la belle province.

Il a aussi parlé avec beaucoup d'intelligence des problèmes uniques de l'Alberta, en laissant entendre que nous, gens de l'Est, devrions faire preuve d'un peu plus de compréhension à cet égard. Il est peut-être temps que les Canadiens de l'Est se rendent compte que ceux de l'Alberta ne sont pas tous millionnaires ou en voie de le devenir, qu'il y a des gens en Alberta dont la survie économique est très étroitement liée à la prospérité de notre pays et que tous les Albertains ne profitent pas directement de l'industrie du pétrole.

Ce que j'ai retenu du message du chef de l'opposition, c'est que les députés de l'Alberta qui font valoir les intérêts régionaux de leur province le font de façon positive et logique, dans l'esprit qui, je crois, devra prévaloir au Canada au cours des 10 ou 20 prochaines années si nous voulons colmater les brèches, et rapprocher les provinces au lieu de les éloigner encore plus les unes des autres. Le chef de l'opposition a montré que les ressources énergétiques et la façon dont elles seront exploitées au cours des 10 ou 20 prochaines années peuvent constituer une force positive, mais qu'elles peuvent également nous diviser et qu'il est donc nécessaire, à l'heure actuelle, d'être un peu plus tolérant et compréhensif à l'égard des problèmes régionaux.

C'est dans cette optique que j'aborde la question de la construction du premier tronçon canadien et de ce qu'elle représente pour certains secteurs de l'économie de l'Alberta. Je pense surtout à l'industrie du gaz naturel. Je parle en connaissance de cause. Je me suis rendu dans la circonscription du chef de l'opposition, je suis allé à Blairmore, je suis descendu dans les mines de charbon de Coleman. J'ai vu en quoi consistait l'industrie du charbon, j'ai vu les puits horizontaux et j'ai vu des ouvriers qui travaillaient très fort pour gagner leur vie. Je comprends les frustrations des dirigeants de l'industrie du gaz naturel et des producteurs indépendants qui se retrouvent avec des milliers, non pas des centaines mais bien des milliers, de puits de gaz naturel fermés faute de débouchés ou plutôt faute d'accès aux débouchés, car ceux-ci existent bel et bien. Nous ne serions pas saisis de cette question, si l'Office de l'énergie n'avait pas signalé l'existence, d'une part, d'un excé-

dent de gaz naturel à l'heure actuelle et, d'autre part, de débouchés.

M. Orlikow: Combien de fois l'Office s'est-il déjà trompé?

M. Mackasey: Je ne vais pas me lancer dans une discussion avec le doctrinaire solialiste de l'avant ban qui revient toujours avec la même rengaine chaque fois que quelqu'un veut examiner une question d'un autre point de vue.

S'il s'agit pour moi d'échanger des injures avec le député, j'en suis bien capable, car si nous poussons son raisonnement jusqu'au bout, le Canada ne devrait rien exporter qui ne soit renouvelable avant le XXII^e siècle. Cela vaudrait pour le cuivre, l'argent, l'or, le fer et le charbon. Cela vaudrait également pour les 22 millions de barils de pétrole brut que la Saskatchewan exporte tous les ans. Nous n'entendons guère parler au cours du présent débat des 22 millions de barils de pétrole brut que la Saskatchewan exporte; autrement dit, soixante mille barils par jour. Quant à moi, je suis d'accord avec cette politique. Je la trouve logique. J'estime que la Saskatchewan a fait preuve de sagesse et de modération; mais il n'en demeure pas moins vrai que certains députés néo-démocrates trouvent intolérable l'idée de vendre un seul baril de pétrole brut à l'heure actuelle.

Il est indubitable que dans 10, 20, 50 ou 100 ans, la valeur du pétrole brut et du gaz, si nous en avons encore besoin, aura beaucoup augmenté. La logique trompeuse de tous les raisonnements que nous avons entendus vendredi et aujourd'hui, y compris ceux que nous a servis aujourd'hui le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent), procède de la fausse prémisse selon laquelle nous devrions attendre 50 ans pour vendre notre gaz naturel et notre pétrole brut, sous prétexte que leur valeur monétaire augmentera grandement d'ici 10, 20, 40 ou 50 ans. Le chef du NPD ne dit pas au producteur indépendant de gaz naturel ce qu'il devrait faire entre temps de ses stocks ou de ses réserves. Il devrait pouvoir les vendre si on peut clairement démontrer que leur vente ne compromet en rien les intérêts nationaux du pays.

M. McDermid: Dites ça à votre ministre de l'Énergie. Lisez le discours qu'a prononcé Lalonde le 6 décembre.

M. Mackasey: L'ennui avec les néo-démocrates, c'est qu'il faut tout examiner et analyser dans leur optique doctrinaire. Pour eux l'entreprise privée n'a pas de place dans notre pays, les multinationales—en fait toute société quelle qu'en soit l'importance—ne devrait pas exister et tout devrait être étatisé, notamment toutes les formes d'énergie, tous les points de vente au détail et toutes les stations-service à tous les coins de rue. Il est extrêmement difficile de discuter avec des gens qui partent d'un principe semblable. Le chef du Nouveau parti démocratique a dû admettre dans son intervention que le report de cette décision se ferait au détriment des métallurgistes, mais il s'est trouvé de bonnes raisons pour justifier sa position. Il a affirmé que ces répercussions négatives ne seraient pas trop nombreuses. Qu'il aille dire cela aux métallurgistes de Lincoln. Qu'il aille dire aux métallurgistes d'Hamilton que ce ne seront eux qui paieront les pots cassés. Qu'il aille dire aux métallurgistes en chômage que, de l'avis du Nouveau parti démocratique, il importe que les aciéries ferment puisque cela ne menace pas trop de métallurgistes. Même un seul chômeur est un chômeur en trop.